



DISCOURS des Pensionnés et Retraités

DEVANT la 103 Conférence du BIT (Bureau Internationale du Travail)

Je parle au nom des centaines de millions de retraités et pensionnés qu'il y a aujourd'hui dans le monde. Une partie importante de ceux-ci est organisée dans des syndicats de classe ou dans des associations spécifiques qui reconnaissent le capitalisme comme le grand ennemi de l'humanité.

Je ne m'étendrais pas pour démontrer cette caractéristique du capitalisme, mais je vous assure que dans une dizaine d'années, nous pourrons construire un musée des horreurs commises par le capitalisme. Horreurs à ne pas reproduire, comme nous ne devons pas reproduire les horreurs de l'esclavage.

Le capitalisme est quatre choses à la fois :

- 1) l'exploitation des personnes «pour voler les plus-values que génère leur travail, comme nous l'expliquent bien les textes de Karl Marx, c'est l'esclavage actuel
- 2) la spoliation des richesses des pays ne faisant pas partie de l'OTAN «qui est la nouvelle armée mondiale colonisatrice »
- 3) l'encouragement des inégalités entre les individus «trionpher dans la vie pour les pro-capitalistes, c'est enfoncer ou détruire les concurrents»
- 4) l'augmentation des inégalités qui continue à s'accroître en confirmant l'injustice que comporte ce système économique en crise systémique et structurelle.

De même qu'à Dakar, Sénégal, il existe un musée des horreurs de l'esclavage, il existera plus vite qu'on ne le croit (comme le disait Allende) un musée des horreurs du capitalisme où apparaîtront les noms de nombreux gouvernants et de nombreuses entreprises, afin que ne se répètent jamais les décisions qu'ils ont prises ou qu'ils vont prendre (un exemple : ce qui s'est passé, il y a un an, dans le textile au Bangladesh)

En tenant compte de ce que je viens de dire, je vais expliquer la réalité de ce que vivent les pensionnés et retraités. Plusieurs collectifs, qui parfois se sont regroupés en un seul, reçoivent une pension minimale (privée ou publique) pour compenser leur incapacité à travailler, soit pour cause de maladie, d'accident ou pour leur âge. C'est un droit des personnes qui devrait devenir rapidement un droit humain universel.

Des 7 milliards de personnes qui vivent sur la planète terre, près de 20% sont des pensionnés ou des retraités, un pourcentage très élevé de ceux-ci remplissent les conditions pour l'être mais ne sont pas reconnus.

Le manque de reconnaissance est due à trois causes :

1) plusieurs maladies ne sont pas reconnues comme invalidantes, partiellement ou totalement, pour pouvoir travailler

2) ne sont pas reconnus, comme ouvrant le droit à une pension, beaucoup de cas de blessures accidentelles (une part importante provient des accidents du travail, qui pourraient être évités si les patrons mettaient de l'argent dans la prévention au lieu de privilégier leurs bénéficiaires égoïstes)

3) il y a beaucoup de pays où il n'y a pas d'âge légal pour partir en retraite, âge qui permet d'avoir des droits pour vivre sans travailler (que l'on ait cotisé ou non, j'entends par là ceux qui ont été victimes du chômage, contre leur volonté durant leur vie de travailleur, on ne doit pas subir de pénalisations supplémentaires avec une diminution des droits à une pension permettant de vivre dignement).

Ils prétendent, depuis le Canada jusqu'en Espagne, en passant par l'Asie et d'autres lieux, qu'il n'y a pas d'argent pour payer les pensions. Que les réserves ou les fonds créés pour elles vont s'épuiser avec l'augmentation de l'espérance de vie, ainsi que d'autres arguments.

Ceux qui affirment, gouvernements et représentants des multinationales financières (comme le FMI), trouvent cependant de

l'argent pour continuer chaque année à augmenter de façon astronomique, leurs salaires, leurs pensions, les dépenses militaires et d'autres parties des budgets publics qui provoquent (en plus des énormes bénéfices privés) destruction et mort, à la place du bien être pour les peuples.

De plus, sur la planète, il y a abondance d'argent comme le démontre les chiffres publiquement connus : 85 personnes sur la planète, qui tiendraient dans un petit coin de cette salle, possèdent plus d'argent que plus de la moitié des habitants du monde, plus d'argent que 3,5 milliards de personnes. Ça veut dire que chacune de ces 85 personnes riches possède, en moyenne, l'équivalent en richesse à dépenser, que plus que 41 millions de personnes pauvres. Oui, vous avez bien compris, une seule personne possède individuellement plus que 41 millions de personnes.

C'est un problème de répartition injuste des richesses. Je n'ai pas dit mauvaise répartition, c'est la répartition que le système capitaliste perpétue. Il est clair que de l'argent il y en a, une autre forme de répartition est possible.

Les pensionnés et retraités de la planète réclament qu'une juste redistribution des richesses se réalise rapidement. Non seulement parce que la plupart d'entre nous a moins d'espérance de vie que les plus jeunes d'aujourd'hui, mais aussi parce que nous sommes convaincus que les personnes plus âgées apportent une contribution complémentaire à la société à partir de leur expérience et leur sagesse accumulées. L'histoire de l'humanité est pleine d'exemples de ceux que nous appelons les anciens et qui ont été un élément clé pour que perdure l'espèce humaine; ils ont été et demeurent les personnes les plus respectées dans de nombreuses cultures.

Nous devons garantir que, ces personnes, les pensionnés et retraités (jetables pour le système capitaliste pour improductivité), puissent avoir une vie digne, c'est-à-dire une vie où ils ont des garanties: eau potable, nourriture, logement, santé, continuité dans la formation intellectuelle, loisirs et transport, dans leur milieu de vie. Aujourd'hui, pour beaucoup, ces droits ne sont pas garantis, pour plus de la moitié de la population mondiale en général et encore moins pour les personnes d'âge avancé. Pour eux, la FSM place ces revendications dans sa journée internationaliste d'action mondiale coordonnée (ayant lieu chaque année le 3 octobre).

L'Union Internationale des Syndicats de Pensionnés et Retraités, dont le secrétaire général fut élu lors du congrès mondial qui s'est tenu à

Barcelone en février dernier, avec la participation de délégués venus des 5 continents, réclame que le droit à une pension publique à partir de 60 ans, permettant une vie digne et couvrant les besoins de base cités précédemment, soit universel.

Nous ne sommes pas d'accord avec ce qu'a dit publiquement, au Sénégal lors d'un séminaire de formation syndicale, la représentante de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) dans ces territoires; elle a dit textuellement, sans rougir, que les anciens n'ont pas besoin de percevoir une pension, du fait que la solidarité ancestrale africaine assure que les enfants et petits-enfants s'occuperont de leurs parents.

Le droit de ne dépendre, ni de sa famille, ni de personne, est un droit basique qu'aujourd'hui nous pouvons réclamer comme un droit individuel pour tous les peuples de la planète.

C'est le droit que moi, au nom de l'unique organisation mondiale des pensionnés et retraités existante aujourd'hui, je réclame ici pour les membres de ce collectif du monde entier.



Quim Boix
CP, Conseil Présidentiel
Secrétaire General de l'UIS (Union International de Syndicats)
des Pensionnés et Retraités (PeR) de la
FSM, Fédération Syndicale Mondial
<http://www.wftucentral.org/?language=fr>
<http://www.pensionistas.info/web/fr>